

REVUE DE LA SITUATION INTERNATIONALE ACTUELLE

Déclaration prononcée à Ottawa par M. L. B. Pearson, secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures, à la Conférence fédérale-provinciale, le 4 décembre 1950.

UNE QUESTION d'importance vitale qui se pose à nous en ce moment, et qui dépasse infiniment toutes les autres, c'est: « Combien grand est le risque d'une grande guerre? » Il est particulièrement malaisé de traiter aujourd'hui de cette question avec quelque certitude ou quelque assurance, étant donné les vicissitudes de la situation en Corée et aux Nations Unies. Si on ne parvient pas à restreindre les hostilités à la Corée et si, franchissant la frontière, le conflit s'étend à la Mandchourie, il se peut qu'il en résulte une guerre ouverte contre toute la Chine communiste. Il n'est que juste de supposer en outre, que Pékin n'a risqué une intervention armée en Corée qu'après avoir reçu de l'Union soviétique l'assurance de son aide au cas où les opérations militaires s'étendraient au territoire chinois lui-même.

Par conséquent, advenant une guerre avec la Chine, la Russie pourrait fort bien se porter au secours des troupes chinoises. Au début, cette aide serait peut-être indirecte et « volontaire »; ce serait une aide comme celle que les communistes chinois prétendent fournir à la Corée du Nord, et dont on pourrait dire plus tard qu'elle ne constitue pas une intervention officielle. Mais tout comme ce genre d'intervention chinoise en Corée a entraîné le danger d'une guerre ouverte avec la Chine, une intervention soviétique semblable en faveur de la Chine pourrait conduire à une guerre ouverte avec l'Union soviétique. Souhaitons que les autocrates du Kremlin se rendent compte de ce danger aussi bien que nous.

En ce moment, nos espoirs et nos craintes convergent sur la Corée. Nous devons nous efforcer de trouver une solution au problème grave et menaçant qui a surgi là-bas. Ce ne sera pas là tâche facile. En outre, avant d'y arriver, il faudra stabiliser le front militaire en Corée sur une ligne où l'on puisse tenir ferme. Nos conseillers militaires nous permettent d'espérer que malgré les lourdes pertes subies au début de la contre-offensive lancée par les troupes du Nord, on pourra établir et maintenir une telle ligne.

Une fois cette ligne établie, nous serons en mesure d'examiner les aspects politiques que présentent les questions de la Corée et de l'Extrême-Orient. Les communistes chinois nous ont maintenant convaincus qu'à leurs yeux l'intervention des Nations Unies en Corée menace leurs intérêts à tel point qu'ils sont décidés de s'y opposer même au risque de provoquer un conflit.

C'est pourquoi, dès que les circonstances le permettront, nous devons tâcher de nouveau de concilier, d'une part, la détermination des Nations Unies de résister à l'agression et, d'autre part, tout intérêt légitime des Chinois dans l'avenir de la Corée et de ses régions environnantes. Je ne suis pas sûr que nous puissions concilier l'intérêt que nous portons à la paix mondiale et le mobile de leur intervention, mais nous devons essayer de le faire et ce, par les moyens plus pratiques et plus efficaces que de simples déclarations publiques sur nos bonnes intentions et nos louables espoirs.

Au cours de cette période, alors que la paix du monde sera en jeu et que nous marcherons sur les bords d'un volcan grondant de façon menaçante, nous ne devons pas nous attendre à des résultats faciles et spectaculaires. Il nous faut nous rendre compte que les chefs communistes chinois, formés qu'ils sont aux tactiques de dénigrement public qui font depuis longtemps partie de la diplomatie soviétique et dont plusieurs ignorent tout du monde occidental, ne nous apporteront vraisemblablement aucune aide ni par leurs actes ni par leurs paroles, mais qu'au contraire ils nous rendront la tâche plus lourde en nous accablant de leur mépris, de leurs calomnies et